L'honorable M. Langerin met devant la Chambre un état supplémentaire annuel du ministre des travaux publics, étant un rapport par Samuel Keefer, Ecr., I. C., daté le 18 février 1873, relatif au canul de la Baic Verte, le dit rapport précédé d'une lettre de C. S. Gowski, Ecr., l'approuvant. (Documents de la Session No. 6.)

Le Très Honorable Sir John A. Macdonald, l'un des membres de l'Honorable Conseil Privé, présente, conformément aux adresses à Son Excellence le Gouverneur Général, la réponse à une adresse de la Chambre des Communes, datée le 26 Mars 1873, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et celui de Québec depuis le 10 juin 1872, ainsi que celle échangée entre ces deux gouvernements et l'honorable Joseph Noël Bossé, juge de la Cour Supérieur de la province de Québec pour les districts de Montmagny et de Beauce, au sujet de la résidence qui lui à été assigné dans l'un des dits districts, et aussi copie de tous ordres en conseil des deux gouvernement sur le même sujet. (Documents de la Session No. 34.)

Aussi la réponse à une adresse de la Chambre des Communes, datée le 17 mars 1873, pour copie de toutes correspondances qui ont pu être échangées entre le gouvernement de la Puissance ou aucun de ses membres et les gouvernements des provinces d'Ontario et de Québec ou aucun des membres d'iceux au sujet de l'arbitrage qui a eu lieu pour la division entre la province d'Ontario et celle de Québec du surplus de la dette de la ci-devant Province du Canada au-delà des 62,500,000 piastres pris à la charge de la Puissance du Canada par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (1867.) ainsi qu'au sujet de tout appel devant le Conseil Privé de la décision des arbitres. (Documents de la Session, No 35.)

Aussi, la réponse à une adresse de la Chambre des Communes, datée le 19 mars 1873, demandant copie de toute correspondance ou autres documents relatifs à la poursuite récemment intentée contre le gouvernement, de son consentement, par l'imprimeur du Parlement; aussi, copie de tous ordres en conseil, de toute correspondance ou autres documents relatifs à des avances de deniers publics faites au dit imprimeur avant ou depuisles dernières élections, avec un état de la garantic, s'il en est, possédée par le gouvernement, à l'effet que les dites avances soient remboursées; et aussi, un état de toute somme qui peut avoir été payée par aucun département à l'entrepreneur des impressions, en sus des prix portés au contrat. **Documents de la Session, No. 36.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre des Communes, daté le 19 mars 1873, pour un état indiquant le nombre de demandes faites au gouvernement pour des terres dans le territoire réclamé par la province d'Ontario, situé à l'ouest et au nord du lac Supérieur, les noms et la résidence des personnes qui ont fait ces demandes, la quantité de terres demandée par chaque personne ou compagnie, le montant des deniers déposés par chaque personne ou compagnie, les cas où ces demandes ont été accompagnées de plans et d'arpentages, et une désignation des terres qu'on a ainsi demandées. (Documents de la Session, No. 33.)

Ordonné, Que M. Cockburn (Muskoku,) ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 35 vic, ch. 13, pour régler de nouveau la représentation dans la Chambre des Communes du Canadu.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée peur lundi prochain.

Ordonné, Que M. Ryan ait la permission d'introduire uu Bill pour incorporer la compagnie d'assurance du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au Comité Permanent des Lanques et du Commerce.

Ordonné, Que M. Domville ait la permis ou d'introduire un Bill pour incorporer la Chambre de Commerce du comté de King.